SNUipp Hors de France

CCPC recrutement des expatriés du 4 juin 2013

Ordre du jour

- Fin de mission anticipée d'un directeur expatrié
- Recrutement sur un poste d'expatrié à Abuja (EMFE)

Fin de mission anticipée au Brésil

Un conflit oppose depuis plusieurs mois un directeur d'une part, un proviseur et son DAF d'autre part. Ce conflit a donné lieu à divers entretiens, en particulier avec le COCAC et le chef de secteur, sans que ce conflit évolue de façon positive et sereine.

L'AEFE reproche à cet agent d'avoir manqué à son devoir de réserve et de s'être affranchi de la voie hiérarchique (ce qui constituerait une faute professionnelle) ; elle lui reproche aussi d'avoir tenu des propos « proches de la diffamation » envers le proviseur et le DAF (ce qui constituerait un délit).

Le directeur quant à lui évoque explicitement des faits de harcèlement moral à son encontre.

Un long débat entre les représentants du personnel (SNUipp) et l'employeur n'a pas permis de rapprocher les analyses quant aux fait reprochés au directeur, en particulier la qualification de « diffamation ».

Les représentants du personnel (SNUipp) ont regretté le fait que les allégations de harcèlement moral n'aient pas donné lieu à une enquête par l'employeur, et dénoncé des accusations non étayées qui donnent du directeur l'image d'un agent déloyal.

Ils ont aussi fait part de leur inquiétude pour l'avenir de l'établissement et pour son équipe pédagogique, en raison des défaillances de leadership révélées par cette incapacité de l'équipe de direction à entretenir un climat serein de dialogue.

Vote : Pour : 5 (administration), Contre : 3 (SNUipp), Abstentions : 2 (SE-UNSA)

Recrutement sur le poste expatrié EMFE à Abuja (Nigeria)

Pourvu à la CCPC de mars dernier, ce poste a fait l'objet de deux refus successifs (pour seulement 3 candidatures initiales) et aucun candidat de la liste de réserve ne l'a sollicité.
Un nouvel appel à candidature a donc été organisé en avril. 7 candidats ont fait acte de candidature :

- Deux d'entre eux ont été classés non prioritaires (retour en France depuis moins de 3 ans),
- Trois d'entre eux ont été sélectionnés à un entretien. Ces trois candidats n'ont jamais exercé à l'étranger.
- Les deux autres candidats prioritaires, en poste dans le réseau AEFE n'ont pas été retenus pour l'entretien (une directrice expatriée et un adjoint résident).

Un candidat a été recruté, une autre placée en liste de réserve.

Pour le SNUipp, un CPAIEN présents doit être à même d'assumer une mission d'enseignement à mi-temps même s'il n'a pas été devant élèves depuis longtemps, *à fortiori* s'il intervient dans les classes dans le cadre des actions de formations en tant que conseiller pédagogique.

Vote : Pour (unanimité)

Questions diverses

Point d'étape sur le recrutement (avant commission bilan le 19 juin)

L'agence informe qu'elle a reçu à ce jour tous les agréments des postes diplomatiques, suite au recrutement prononcé lors de la CCPC du 6 mars.

Point sur les détachements

Le SNUipp demande un point sur l'accord de détachement du DASEN concernant deux collègues rattachés au département de la Guyane :
Pour un collègue résident, en poste en Colombie depuis 6 ans, aucune réponse de la Guyane sur la demande de détachement
Pour une collègue en recrutement local en Mauritanie recrutée un poste de résident : refus du DASEN.
Ces situations pourront être examinées sur recours dans les CAPD (Commissions administratives paritaires départementales).

Situation en Centrafrique

Suite au coup d'Etat perpétré à Bangui, l'établissement n'est resté ouvert qu'à partir de la 3e jusqu'à la fin de l'année scolaire, la situation sécuritaire restant très volatile. Au plus fort de la crise, certains enseignants ont vu leur domicile pillé.
Les enseignants des sections fermées ont été autorisés à revenir en France et restent sous contrat résident jusqu'au 31 août 2013. Aucune décision de réouverture au 1er septembre n'est encore prise.
Le SNUipp demande à l'Agence si les collègues souhaitant quitter définitivement la Centrafrique pourront postuler dans d'autres pays alors qu'ils n'ont pas 3 ans de contrat à Bangui. Pas de réponse du DRH de l'AEFE qui se contente de dire que la réouverture de l'établissement à la rentrée reste incertaine.

Situation en Libye

Suite à un attentat à l'explosif ayant détruit une partie des locaux de l'ambassade de France, le lycée français de Tripoli a fermé le 23 avril dernier. L'ambassade recommande aux ressortissants français de Libye la plus grande prudence.
L'agence compte soumettre à la CCPC du 19 juin la fin anticipée de mission des personnels détachés (2 expatriés, 6 résidents), l'établissement ayant toutes les chances de ne pas rouvrir ses portes à la rentrée de septembre. Cette mesure doit conduire à la fermeture des postes de détachés au Comité technique du 20 juin. Un tour de passe-passe qui permet donc à l'AEFE de « redéployer » rapidement ces postes ailleurs dans le réseau.